

Conversation Européenne #11
Le 21 mars 2019

Une certaine idée du débat : comment parle-t-on de l'Europe en France ?

Avec

Maria-Christina Sotiropoulou, auteure de l'étude *Une certaine idée du débat – Comment parle-t-on d'Europe en France ?* publiée par EuropaNova.

Léa Meyer, journaliste indépendante spécialiste des médias.

Maxime Calligaro, co-auteur du roman *Les Compromis* et chroniqueur sur France Inter.

Édouard Gaudot, modérateur

La 11^e session des Conversations européennes réunit à propos de l'Europe objet du débat, l'Europe suscitant de nombreux fantasmes, tant du côté des eurosceptiques que du côté des europhiles. En effet aujourd'hui, dans les deux camps on affirme que 80 % de la législation nationale émane de Bruxelles ; un succès pour les adjuvants à l'Union, une spoliation de souveraineté pour ses opposants. Or, si l'on reprend les chiffres, c'est en fait un tiers de notre législation qui découle du droit de l'Union européenne, un chiffre nettement plus modeste que ce dont rêvent tant les pros que les anti Européens. **Édouard Gaudot** souligne ainsi l'enjeu actuel de la démystification de l'Europe afin de la rendre plus appropriable. A cette fin, la 11^e Conversation européenne convoque de jeunes intervenants qui apportent un éclairage nouveau au débat.

Contre le déficit démocratique « Les associations sont la clé pour relancer le débat citoyen en France ».



Maria-Christina Sotiropoulou, auteure d'une étude, publiée par EuropaNova, *Une certaine idée du débat – Comment parle-t-on*

d'Europe en France ? ouvre la discussion en proposant un état des lieux pragmatique : de plus en plus, le milieu associatif et notamment les *think tanks* évoluent et vont dans « le bon sens ». En effet, forte de ses origines grecques, elle souligne son attachement à la démocratie et à la question de la citoyenneté. À ce titre,

elle fait un double constat. Une rapide prise conscience quant à sa propre citoyenneté européenne. En revanche, pour ceux qui n'ont pas l'occasion de voyager - et de faire la même découverte - l'Europe est sujette à de nombreuses fabulations. Elle nous invite à considérer ce qu'est la démocratie dans ses trois composantes : l'espace public où les citoyens s'expriment (*l'agora* en grec), la représentation institutionnelle et le champ médiatique qui informe. Les deux premiers champs se sont particulièrement développés depuis le XVIII^e siècle, alors que la place publique – à l'origine de la

démocratie – n'est plus perceptible. **Maria-Christina Sotiropoulou** insiste sur le fait que les citoyens, notamment les jeunes, ont toujours des choses à dire et besoin de s'exprimer. Pour cela, il leur faut un lieu de confiance où ils peuvent échanger et

débattre ; une nouvelle place publique. C'est ainsi que doit entrer en jeu le monde associatif, capable de combler le vide créé par le déficit de confiance envers les médias et les lieux de pouvoir traditionnels.

Contre le déficit médiatique « L'Union européenne doit entrer dans le débat et dans le quotidien des gens. »

Léa Meyer, journaliste, observe que **la place de l'Europe est très restreinte dans les médias en France**. L'Union fait environ l'objet de 4 sujets sur 200 sur les chaînes de télévision. Elle note le manque de correspondants locaux issus de médias français, à Bruxelles, résultant ainsi d'un manque d'information sur l'actualité européenne. Ce manque d'information, synonyme d'une désinformation des citoyens européens, peut devenir le terreau des extrêmes, à travers les États membres, alimentant ainsi les fantasmes et la défiance des citoyens envers les institutions européennes.

Cette désinformation est aussi le fait d'un apprentissage lacunaire à l'école, seuls quelques brefs aperçus en primaire et au collège permettent d'initier les élèves au rôle de l'Union et de ses institutions. L'Union européenne reste la grande absente des programmes scolaires.

En plus de ne pas assez parler d'Europe dans les médias français, on n'apprend pas à l'école ce qu'est l'Union européenne et quel est le rôle de ses institutions. Hormis

un rapide aperçu en classe de CM2 puis au collège, l'Union reste la grande absente des programmes scolaires.



Comment comprendre ce que l'on ne connaît pas ? Le taux de confiance des citoyens dans les institutions européennes reste bas, seulement 48 %. Selon la journaliste, les jeunes, aujourd'hui, s'inscrivent dans une réalité qui dépasse les frontières nationales ; à savoir, une réalité européenne. Il serait donc bon d'apprendre aux citoyens européens ce qu'est l'Union européenne dont ils ne connaissent, pour la plupart, que le programme Erasmus. Certes, il existe des plateformes d'informations pédagogiques, à destination des citoyens européens, disponibles en 24 langues, mais cela n'est pas suffisant. **C'est ainsi que Léa Meyer suggère la mise en place d'une éducation aux institutions de l'Union européenne - au plus tôt - à l'école et une place plus importante dans les JT français des débats qui animent le parlement européen.**

Contre un déficit généralisé, « les artistes ont leur part à jouer dans la reconquête de l'imaginaire européen ».



Selon **Maxime Calligaro**, le déficit médiatique va de pair avec le déficit démocratique et le déficit, général, à la

fois d'intérêt et de compétences vis-à-vis de l'Europe. Après six années d'expérience professionnelle au Parlement européen, il a coécrit avec Éric Cardère le polar *Les Compromis*, une affaire de meurtre dans le décor de la bulle européenne bruxelloise. Selon lui l'art, et en particulier la fiction, peuvent pallier le déficit auquel fait face aujourd'hui l'Europe. L'Union européenne est, jusqu'à présent, un terrain narratif inexploité. La faire entrer dans l'imaginaire collectif grâce à la littérature et au cinéma est un moyen de se familiariser avec elle. Prenons la Maison-Blanche : notre esprit est assailli d'images et de représentations à sa simple évocation, tandis que Bruxelles résonne beaucoup moins dans notre imaginaire. L'Union européenne ne raconte rien ; elle n'a ni héros ni ennemi, peut-être parce qu'elle est la construction de 28 États différents et que sa mission est de créer des compromis, pas de grandes divisions ni de

L'objectif des *Conversations européennes* est aussi de donner la parole aux citoyens et de créer un débat entre l'auditoire et les intervenants. **Édouard Gaudot**, en sa qualité de modérateur, donne la parole à l'assistance qui émet certaines inquiétudes quant au manque d'intérêt que suscitent aujourd'hui les questions européennes. En particulier à l'école, jusqu'au niveau secondaire, où l'Union n'est pas ou très peu abordée. Il émerge cependant l'idée que,

grands affrontements. Quelle histoire raconter à partir du moment où les consensus ne font pas rêver ? L'enjeu des *Compromis* est de faire entrer dans la sphère bruxelloise du conflit narratif. Au bout du compte, en refermant le livre, son objectif est que le lecteur comprenne mieux comment se construit une directive européenne et les enjeux qu'il peut y avoir derrière. L'objet du livre n'est pas d'expliquer le processus d'adoption du texte, mais, dans le cadre du roman, le lecteur se trouve immergé dans l'univers européen et s'informe. Pour **Maxime Calligaro**, il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de la littérature sur nos connaissances. Faire entrer l'Union dans le domaine artistique signifie franchir les douves obscures des institutions européennes et voir converger les différents acteurs politiques et économiques, afin de comprendre leur rôle. **Raconter l'Europe, c'est finalement un moyen de se l'approprier et de la déchiffrer afin qu'elle ne soit plus un objet nébuleux. L'Europe, pour la comprendre, doit nourrir notre imaginaire.**

depuis le Brexit, l'Europe ne suscite plus l'indifférence que l'on pouvait regretter ces dernières années, mais – de façon plus ou moins surprenante – des passions et de l'intérêt ; on suit le divorce eurobritannique comme une série à rebondissements qui nous apprend beaucoup sur l'Europe. Cela permet à **Maxime Calligaro** de rebondir sur l'importance du *storytelling*, de raconter des histoires avec l'Europe. Il ne s'agit ni d'être pour ni d'être contre, mais seulement, de

décrire et de nous faire entrer dans les rouages de l'Union européenne. **Léa Meyer** et **Maria-Christina Sotiropoulou** vantent en effet les vertus pédagogiques de la narration, mais regrettent que l'Europe ne soit pas plus enseignée en France. **Maxime Calligaro** cite Régis Debray dans *Éloge des Frontières* : « *Un peuple c'est une population, plus des contours et des conteurs* ». L'Europe a clairement déterminé ses contours, il faut désormais espérer que les conteurs arrivent. **Édouard Gaudot** souligne cependant une difficulté : celle du mythe national français, irréductible. Ainsi en France, toute autre forme de récit est vécue comme une concurrence. L'Europe se trouve donc souvent reléguée aux affaires étrangères ou est vécue comme un négoce lointain.

Face à l'étonnement de certains quant à l'absence de débats et au manque de communication à l'approche des prochaines échéances électorales, **Maria-Christina Sotiropoulou** souligne l'importance de la dimension du vécu et de la prise de conscience de tout ce que l'Europe réalise pour améliorer le quotidien de chacun. Face à un sentiment qui serait le relais d'une incompréhension globale de l'Europe, que ce soit de la population comme des eurodéputés, il convient de mobiliser le vécu de chacun ; le monde associatif a un rôle de premier plan dans ce cadre. Face aux soupçons d'incompréhension généralisée - personne ne comprendrait rien à l'Europe,

pas même les députés européens - et face à ceux qui déplorent le fait qu'il soit très difficile de trouver des informations et des explications claires sur le fonctionnement des institutions, **Léa Meyer** précise que l'UE a mis en place des plateformes d'informations et sites internet en vue des élections européennes comme « Cette fois je vote » (cettefoisjevote.eu) ou encore « ce que l'Europe fait pour moi » (what-europe-does-for-me.eu).

Quand l'assistance s'interroge sur la possibilité de voir naître une Europe politique capable de répondre aux défis du monde comme l'écologie, **Édouard Gaudot** rappelle que le phénomène d'euroscpticisme et la montée des populismes obligent l'Europe à se politiser de nouveau et à quitter les couloirs feutrés de ses institutions. Quant aux lobbies et à la légitimité de la Commission, qui sont largement stigmatisés par le débat en France, **Maria-Christina Sotiropoulou** rappelle qu'il ne faut pas oublier que le Parlement est composé de gens que nous élisons et qu'il est donc important de dépersonnaliser les institutions politiques. Parallèlement, **Maxime Calligaro** dédramatise les lobbies en considérant qu'ils sont surtout le moyen de mettre en perspective les différents points de vue et intérêts sur un sujet donné ; si certains ne respectent pas les règles du jeu, il convient de les dénoncer.



Certes, une conversation européenne ne peut faire l'objet d'une conclusion et n'est jamais qu'une invitation à poursuivre le débat. Cependant, **Édouard Gaudot** clôture cette 11^e édition en constatant un malaise quant à une Europe maltraitée par le débat. **La raison d'être d'une administration est d'administrer, théoriquement la Commission n'est donc rien de plus.**

Sa légitimité réside dans la construction d'un intérêt européen commun et c'est à l'ensemble des acteurs européens de construire une Union réellement politique. En cela, le rôle des médias apparaît comme essentiel, car des élus et lobbyistes scrutés ont plus intérêt à être bons et compétents. **L'Europe n'est pas une affaire d'élite, mais une affaire d'initiés.** Devant la polarisation actuelle, la sociologie est devenue déterminante dans notre rapport au pouvoir : plus on en est proche, plus il apparaît légitime ; par opposition, plus on en est éloigné, plus on le trouve illégitime. La fiction, l'information et le débat accessible sont autant de moyens de s'approprier l'Union européenne et donc, de la comprendre.